

# Missé sa garde



## L'avis de l'experte « Les organisations sectaires sont de plus en plus virtuelles mais provoquent des dégâts réels »

ENTRETIEN  
FRÉDÉRIC DELEPIERRE

Directrice du Centre d'information et d'avis sur les organisations sectaires nuisibles, Kerstine Vanderput constate une augmentation du processus de recrutement depuis le début de la crise sanitaire.

En Belgique et ailleurs, quelle est la situation actuelle des mouvements sectaires ? Ont-ils profité de la pandémie ?

En France, un état des lieux des nouvelles tendances des dérives sectaires a été réalisé récemment à la demande de la ministre Marlène Schiappa. Celui-ci décrit une menace explosive et très actuelle. Cette évaluation de la menace s'est construite à partir d'informations collectées par les services de renseignements et de police, puis complété par les données de la Miviludes qui est le pendant français du Centre belge d'information et d'avis sur les organisations sectaires (CIAOSN) que je dirige. Nous ne disposons pas de cet état des lieux en Belgique. C'est très problématique car qui ne regarde pas, ne trouve pas. On part de quoi pour travailler ? La mission que remplissait la Sûreté de l'Etat en ce sens a été suspendue par le Conseil national de sécurité en 2015.

Quels sont les moyens de lutte en Belgique ?

L'architecture de la loi belge prévoyait d'un côté, la création du CIAOSN, et de l'autre, la création d'une cellule administrative de coordination (CAC). C'est la loi. Le CIAOSN a trois missions plus une : information, avis et recommandation ainsi que la coordination avec le CAC dont le secrétariat se situe à la Sûreté de l'Etat. Une des missions du CIAOSN est de

collecter de l'information pour la donner au public. Quand les autorités du Conseil national de sécurité ont suspendu la mission de la Sûreté de l'Etat en matière de dérives sectaires en 2015, elles ont de facto suspendu les activités du CAC. Or c'est notamment au sein du CAC que s'opéraient les échanges de vues, d'informations et de stratégies. Aujourd'hui, plus rien de tout cela. Nous sommes bloqués.

Vous n'avez aucun pouvoir d'enquête ?

**Kerstine Vanderput**



Diplômée en sciences politiques et droit international de l'Université libre de Bruxelles, Kerstine Vanderput a mis ses talents au service de la Défense où elle a travaillé dans l'analyse. En 2017, elle a rejoint le Centre d'information et d'avis sur les organisations sectaires nuisibles (CIAOSN) en tant que directrice. Depuis lors, elle se bat pour que la traque contre ces groupes redevienne une priorité des services de renseignement. F.DE

Il n'appartient pas au CIAOSN de collecter de l'information à destination du public en s'infiltrant par exemple sur les réseaux sociaux. Il n'en a ni le cadre légal, ni les moyens humains et techniques. Le centre n'est ni un service de police, ni un service de renseignement qui ont recours à des techniques particulières de collecte et d'enquête. Différentes initiatives sont prises par le centre afin de relancer le CAC et la mission de la Sûreté car tout s'imbrique l'un dans l'autre. C'est vraiment une architecture.

Le rapport français peut-il servir d'exemple ?

La situation française est lumineuse pour nous. C'est essentiel et pourtant nous ne disposons pas d'un état des lieux similaire en Belgique à soumettre aux autorités publiques afin qu'elles puissent décider des politiques et contre-mesures à suivre. Le fait de ne pas disposer d'un état des lieux ne signifie aucunement que la menace de la dérive sectaire n'existe pas en Belgique ou qu'elle n'est plus actuelle. Le risque majeur ici est de ne pas en connaître et donc de ne pas agir.

Le constat français peut-il être transposé chez nous ?

Les éléments d'information français concordent avec ceux du CIAOSN. Ceci

n'a rien d'étonnant puisque nous vivons dans des sociétés globalisées en Belgique, en France, aux Pays-Bas comme ailleurs. Outre les moyens classiques de recrutement de nouveaux adeptes, notre centre observe une augmentation de la rapidité du processus de recrutement et de manipulation des personnes sur internet et les réseaux sociaux. Ceci est notamment dû à l'effet algorithmique, à l'effet tunnel encore renforcé pendant la période covid. Nous faisons face à des organisations qui sont de plus en plus virtuelles, mais dont les effets sont bien perceptibles en Belgique.

Le nombre de victimes est-il en augmentation ?

Les demandes d'information du public sur la santé, le bien-être et les médecines alternatives proposées par des organisations religieuses, spirituelles ou qui se considèrent comme telles, sont vraiment importantes en nombre et en complexité. Nous observons avec inquiétude des indications d'exercice illégal de l'art de guérir pouvant conduire jusqu'à la mort ou encore des invitations à des jeunes extrêmes par exemple. Nombre de personnes expriment également leur désarroi face aux activités de certains coaches de développement personnel, spirituel et psycho-spirituel qui laissent des personnes sans le sou et blessés psychologiquement.

Ces organisations évoluent-elles ?

De larges organisations structurées verticalement existent toujours, souvent constituées en ASBL. Certaines ont des ramifications internationales. Concomitamment se sont mises en place des structures plus petites, dont l'épicentre se compose d'un groupe restreint de personnes. Ainsi, ces structures ont suivi les routes de l'immigration vers la Belgique où des communautés européennes, africaines, asiatiques ou américaines ont développé leur spiritualité.

Ces organisations jonglent avec les

nouvelles technologies ?

Aujourd'hui, ce sont de nouvelles organisations virtuelles à 100 % qui apparaissent et disparaissent. Ce que nous observons, c'est une satellisation des plus petites cellules d'organisations qui se créent sur les réseaux sociaux qui, parfois, ont une réalité physique et parfois pas. Elles se structurent autour de personnes qui se sont rencontrées physiquement ou virtuellement. Tous les membres ne sont même pas spécifiquement installés en Belgique mais des effets ont lieu ici.

Ce qui est très opportuniste, c'est l'adaptation du discours dans la situation actuelle covid/anticovid car les risques sanitaires sont réels. On invite les personnes à ne pas suivre les directives du centre de crise, à remettre en question la validité des chiffres.

Le fait de ne pas disposer d'un état des lieux ne signifie aucunement que la menace de la dérive sectaire n'existe pas

”

Est-ce que le centre a été contacté pour des inquiétudes relatives à QAnon ou à d'autres mouvements complottistes ou survivalistes ?

Oui, nous avons été contactés par des personnes dont la cellule familiale était véritablement en train d'éclater suite à la pleine adhésion d'un membre à l'idéologie QAnon et à l'idée même du complot. Cette personne devenue agressive empêchait sa famille de porter le masque et de

répondre à l'invitation à se faire vacciner. La rapidité de la « conversion » de la personne était vraiment effarante.

D'autres questions nous ont été posées, par exemple, à propos du contenu antisémite et extrémiste de droite de la plateforme Kla.Tv créé par l'organisation chrétienne suisse « Organische Christus-Generation » (OCG) ou encore sur le réseau Sabmyk qui pourrait être la plateforme New Age succédant à QAnon. Nous sommes également sollicités pour informer sur les groupements « collapsologiques », les écovillages, les cercles anti-vaccins, les demandes sont très variées et correspondent bien à la société belge d'aujourd'hui. C'est une menace sanitaire réelle.

nouvelle collection

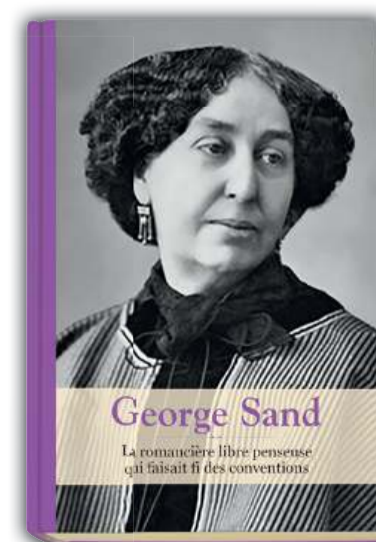
TENACES - CRÉATIVES - COURAGEUSES - LIBRES

## FEMMES D'EXCEPTION

Une passionnante collection pour découvrir les destinées surprenantes et inspirantes de ces femmes qui ont changé le monde.



N°9  
9,99 €\*  
Le livre



\* En vente en librairie du 29/04 au 12/05. Hors prix du journal Le Soir. Suivant disponibilité des stocks.

RBA

Plus d'infos sur [www.lesoir.be/femmesdexception](http://www.lesoir.be/femmesdexception)

LE SOIR  
Repensons notre quotidien